

# Les cahiers de l'Opinion

## Silver économie

CAHIER DE « L'OPINION » N° 59 - MARDI 15 NOVEMBRE 2016



SIPA PRESS

La volonté des Français de vieillir le plus longtemps possible à leur domicile et l'important pouvoir d'achat d'une partie des retraités alimentent le marché de l'adaptation du logement

# Le logement des seniors, laboratoire du « bien vieillir »

## Filière d'avenir

Du 15 au 17 novembre se tiennent au Parc des expositions de la Porte de Versailles (Paris) trois salons professionnels consacrés aux seniors, dont la quatrième édition de Silver Economy Expo, salon des technologies et services pour les seniors, en partenariat avec l'Opinion. A l'honneur : le logement, avec ses solutions pour faciliter le quotidien à domicile avec la participation d'architectes et d'ergothérapeutes.

Arnaud Lavorel

« **L** A SILVER économie, c'est un peu comme le sucre dans le café : elle est partout, mais on ne la voit pas », s'amuse Luc Broussy, président de France Silver Eco. S'il est difficile de dire avec précision où commence et où s'arrête la silver économie, il est en revanche plus simple de prévoir le domaine sur lequel son développement va principalement s'appuyer : le logement. C'est en partie ce qui explique que, parmi les entreprises qui ont commencé à investir ce secteur, figurent des grands noms comme les groupes Legrand et Lapeyre. Par ailleurs, les spécialistes de l'aménagement du domicile pour favoriser le maintien à domicile, comme la PME limougeote Indépendance Royale (qui installe des monte-escaliers, baignoires à portes et autres douches de plain-pied) bénéficient d'une croissance à deux chiffres depuis plusieurs années.

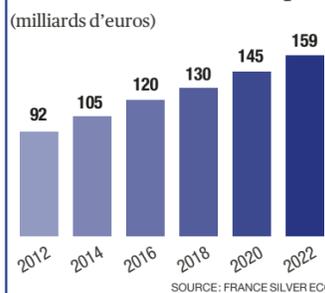
La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) ne s'y est pas trompée : elle a demandé dans le cadre de la discussion budgétaire de 2017 la mise en place d'une TVA à 5,5% sur les travaux d'adaptation du logement et d'un crédit d'impôt de 30% des dépenses engagées, à l'instar de ce qui a été mis en place pour les travaux destinés à améliorer la performance énergétique des logements. La Capeb a mis en place depuis plusieurs années

une marque - Handibat - destinée à identifier les professionnels ayant suivi une formation pour assurer l'accessibilité des logements aux personnes handicapées. Cette marque est mobilisée à présent pour adapter les logements au vieillissement des occupants, dont les trois quarts vivent à leur domicile au-delà de 85 ans.

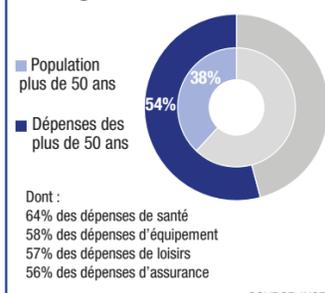
Ce marché de l'adaptation des bâtiments à la perte d'autonomie est estimé, selon la Capeb, à 24 milliards d'euros. D'après Patrick Liébus, son président, le marché devient d'autant plus actif que « le sujet est de moins en moins tabou ». D'autant que l'identification du secteur, grâce à la création d'une filière « silver économie » en 2013, a aussi permis « d'élargir le marché ».

**Un marché hétérogène.** « Les seniors ont longtemps été considérés comme un tout ; or nous considérons aujourd'hui qu'ils recouvrent en réalité plusieurs marchés », explique Jérôme Arnaud, président de Silver Valley, une association qui fédère depuis 2008 les acteurs français de la silver économie pour soutenir l'émergence des innovations et des projets d'entreprises dans le domaine. Jérôme Arnaud est président de l'entreprise franco-suédoise Doro, l'un des leaders mondiaux de la téléphonie pour les seniors. De fait, la population des seniors est très hétérogène, aussi bien en termes de revenus que de patrimoine ou d'état de santé même si, comme le rappelle Benoît Goblot, directeur de l'agence conseil

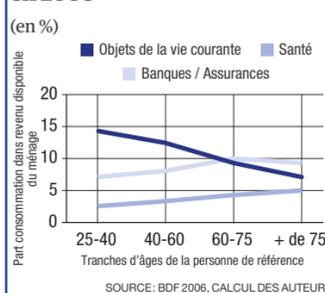
### Prévisions de croissance de la silver économie en Europe



### La part des dépenses des Français de plus de 50 ans en 2015



### Structure de consommation des ménages par tranche d'âge en 2006



en marketing et communication Matinal et vice-président du syndicat national de la silver économie : « Les médias sont toujours intéressés par les personnes dépendantes qui ne représentent que 6% des personnes âgées ».

Et s'il est acquis que le pouvoir d'achat des retraités par rapport à celui des actifs devrait reculer dans les décennies à venir, leur consommation devrait croître. « Les retraités continuent à être ceux qui ont les taux d'épargne les plus importants ; certains ont certes de petites retraites, mais une grosse épargne mobilière ou immobilière. Il y a donc encore des gains de consommation possible », souligne Luc Broussy.

Dans ce domaine plus qu'ailleurs, la question du label prend une grande importance. En 2013, lorsque le gouvernement a suscité la création d'une filière industrielle autour de la silver économie, la labellisation avait été identifiée comme étant l'un des freins au développement de la filière, les seniors ayant besoin - peut-être encore plus que les autres consommateurs - d'avoir des assurances sur la qualité, la pérennité ou la commodité d'usage des produits qui leur sont a priori destinés.

France Silver Eco devrait prochainement émettre des recommandations en la matière, mais Afnor certification n'a pas attendu pour créer le sien le mois dernier. Il est à ce jour le premier label français attribué aux produits de consommation réussissant des tests d'usage croisés de consommateurs seniors et d'experts ergonomes. Fait significatif, la douzaine de produits soumis par des entreprises pour recevoir l'estampille « testé et approuvé par les seniors » concerne l'équipement de la maison ou la téléassistance.

**Marché « pas encore mature ».** L'existence de labels peut aider à l'exportation des produits car le vieillissement de la population n'est pas qu'un phéno-

mène français : le nombre de personnes âgées dans le monde est évalué à près d'un milliard. Les acteurs français ont donc un rôle à jouer car « la France est considérée comme un pays moteur pour

**« La France est considérée comme un pays moteur pour le développement des services aux seniors »**

le développement des services aux seniors », assure Benoît Goblot. Notre pays a d'ailleurs très bien réussi l'exportation de son savoir-faire en matière de maison de retraite médicalisée : aucun groupe étranger ne s'est implanté en France et, à l'inverse, les leaders français comme Orpéa ou Korian ont développé leur présence chez nos voisins européens et commencent à s'implanter en Chine.

Mais s'il est au cœur de ce marché porteur des seniors, le domicile n'est pas le seul à profiter du développement de la silver économie. En témoigne le fort développement des résidences services pour seniors, logements collectifs, généralement installés en centre-ville, destinés à une population de seniors encore très autonomes. François Georges, président de l'un des principaux opérateurs de ce secteur (Les Jardins d'Arcadie) et de l'un des deux syndicats professionnels du secteur (SNRA), recense 650 résidences en France (pour 50 000 logements) et en compte un millier d'ici à 2020 (pour 80 000 logements). La plupart des groupes sont adossés à des acteurs de l'immobilier (Nexity, Vinci, Bouygues). Un marché « qui n'est pas encore mature, mais qui rattrape son retard ». Le gris a de l'avenir.

@arnolavo

## Lapeyre teste une offre dédiée pour le domicile des seniors

NE LUI PARLEZ PAS D'OBJETS CONNECTÉS pour faciliter le maintien à domicile des seniors. Jean-Philippe Arnoux, l'ex-directeur marketing de Lapeyre, aujourd'hui en charge du projet Vitaconfort, a un avis tranché sur la question : « La technologie, c'est affriolant. Mais c'est loin d'être la priorité sur le terrain. Il y a en France 26 millions de logements, 80% sont totalement inadaptés à une population vieillissante. L'urgence n'est pas de développer des cannes connectées, mais de permettre aux gens d'avoir accès à leur douche. C'est important, parce qu'un déracinement du quotidien, ce sont 5 à 7 années d'espérance de vie en moins. »

Lapeyre, un des grands noms de l'équipement de la maison, a tourné autour du concept, a interrogé des ergothérapeutes, des aidants, des spécialistes du vieillissement, avant de proposer son offre Vitaconfort. C'est pour l'instant une boutique dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et un site Internet. Elle est née d'un constat. « Nous disposons de toute une famille de produits pour aménager la maison face aux pertes d'autonomie. Mais cette offre était émietée dans toutes les gammes, elles-mêmes atomisées entre différents canaux de distribution : la pharmacie, la VPC, le paramédical... », explique Jean-Philippe Arnoux.

**Psychologie.** La création de l'enseigne Vitaconfort a répondu à un besoin d'une offre globale, regroupant adaptations lourdes et légères. Des salles de bains et cuisines adaptées et des petits ustensiles pour la vie de tous les jours. Quand il l'a fallu, Vitaconfort a développé des produits spécifiques, comme le meuble Concept Care, créé avec des ergothérapeutes et une école de design ; il permet de se tenir assis devant un lavabo. Ou des colonnes de douche qui servent aussi de barres d'appui. « Nous recherchons le meilleur rapport qualité-prix-design-usage. Nous voulons éviter que nos clients invitent l'hôpital à la maison. Ils peuvent se faire plaisir », explique Jean-Philippe Arnoux.

Il insiste sur le fait que le marché est important mais aussi très exigeant en termes d'écoute, de psychologie et de services. « Nous nous

sommes surtout rendu compte que l'on ne pouvait pas utiliser nos méthodes de ventes habituelles. Lorsque les seniors veulent adapter leur logement, il faut leur consacrer du temps, de l'écoute, comprendre ce qu'ils disent et ne disent pas. C'est impossible dans un magasin avec de la musique, qui suppose aussi que les gens puissent se déplacer. »

Vitaconfort est donc une boutique de services, qui ne démarche pas les clients, mais attend qu'ils la sollicitent. Les techniciens se déplacent au besoin à domicile pour effectuer des diagnostics et des propositions. Ils servent aussi de facilitateurs avec les artisans qui réalisent les travaux. « Nous sommes une interface, nous dédramatisons. Et nous avons aussi un autre parti pris : nous voulons faire baisser le prix

**« Notre objectif est d'ouvrir une quarantaine de boutiques d'ici à cinq ans »**

des équipements, affirme Jean-Philippe Arnoux. Souvent, ils sont remboursés par la Sécurité sociale, les institutions, ce qui crée une inflation des devis. Nous refusons cette logique. Nous gardons une approche de grande distribution, au moins pour les volumes. »

« Nous pensons tester et roder le concept pendant encore douze mois, explique Jean-Philippe Arnoux. Notre objectif est d'ouvrir une quarantaine de boutiques d'ici à cinq ans. Nous ciblerons les points de France où la population vieillit, comme le Centre, l'Auvergne, mais aussi les endroits où les dirigeants politiques ont une démarche de type « ville amie des aînés ou les déserts médicaux », détaille le pilote du projet. Pour développer son offre Vitaconfort, Lapeyre étudie déjà un rapprochement avec les équipes d'une autre de ses filiales, le spécialiste de la pose de fenêtres K par K, qui dispose d'une force opérationnelle déjà bien installée.

Emmanuelle Ducros  
@emma\_ducros

## Luc Broussy : « Les grandes entreprises s'investissent enfin »

LUC BROUSSY préside France Silver Eco, une association qui a pour vocation de fédérer l'ensemble des acteurs de la filière de la silver économie. Il estime que le secteur n'en est plus à ses balbutiements

**Quels sont les secteurs les plus porteurs de la silver économie ?**

Ce sont ceux qui concernent la capacité pour une personne d'être autonome le plus longtemps possible. C'est d'abord le logement qui peut être un facteur d'inclusion ou d'exclusion s'il n'est pas adapté. Ensuite l'environnement urbain et enfin ce qui va permettre aux personnes d'avoir une vie sociale, c'est-à-dire la mobilité. Ces trois éléments sont prioritaires. C'est parce que vous aurez un logement adapté, y compris grâce au recours aux nouvelles technologies, que vous allez pouvoir vieillir en sécurité et parce que vous

**« Il faut tordre le cou à cette idée que les progrès technologiques détruisent les relations humaines »**

serez mobile que vous pourrez conserver une vie sociale. Dans ce cadre, les nouvelles technologies nous donnent énormément d'outils pour renforcer le lien social. Mon père, qui a 80 ans, a de mes nouvelles quatre fois par jour même si je l'appelle toutes les trois semaines parce qu'il lit les posts que je mets sur Facebook. Il faut tordre le cou à cette idée que les progrès technologiques détruisent les relations humaines. Elles renforcent les moyens de surveillance et de prévention et libèrent du temps pour les relations humaines. Nous sommes aussi en train de réfléchir à la manière dont les personnes âgées pourront continuer à être mobiles demain. Le développement des véhicules autonomes pourrait très rapidement apporter une réponse à cette question.

**Il y a trois ans, le gouvernement a suscité la création d'une filière industrielle. Où en est-on aujourd'hui ?**

La filière s'est développée mais pas assez. Comme souvent en France, l'Etat a joué un rôle d'impulsion en suscitant la création de cette filière via la loi de 2015 sur l'adaptation de la société française au vieillissement de la population. Ce qui a changé, c'est que la France a compris qu'il s'agissait d'une opportunité pour laquelle ses acteurs ont de vrais savoir-faire, à commencer par la prise en charge de la dépendance dans les maisons de retraite médicalisées. De grandes entreprises françaises se sont investies dans le secteur - La Poste, Orange, Legrand, etc. La mise en dynamique de plusieurs acteurs différents va créer de la valeur et concourir au développement du secteur. Voilà pourquoi on ne peut pas dire combien d'emplois ce secteur représente ou va permettre de créer : la personne qui travaille au Crédit Agricole sur les prêts hypothécaires voyageurs ne sera pas classé parmi les salariés de la silver économie, or il travaille bien pour ce secteur. Beaucoup d'entreprises ont compris qu'elles avaient intérêt à s'y intéresser. L'évolution de La Poste est symbolique : la technologie lui fait perdre des emplois (la baisse de l'activité courrier), le groupe a compris qu'il pouvait recycler le capital confiance de ses 80 000 000 facteurs pour développer un autre métier (le repérage et la prévention des risques chez les personnes âgées) qui ne contribuera pas à créer des emplois mais à éviter leur destruction.

**La loi de 2015 a souhaité promouvoir les solutions de logement intermédiaire, comme les résidences services. Ce marché se développe-t-il ?**

Il y a une très forte demande pour ce type d'hébergement. Pour les personnes devenues trop âgées pour rester à leur domicile mais dont la perte d'autonomie est loin de justifier le placement en institution, elles constituent une excellente solution. Il y a un fort déficit d'offre, notamment en Ile-de-France. En province, c'est en train de développer à vitesse grand V car cela répond à des phénomènes démographiques et sociologiques de fond.

Interview Arnaud Lavorel  
@arnolavo



## Cinquante nuances de silver



EN 2013, LES PRODUITS ET SERVICES, marchands ou non, destinés aux seniors entraient sous l'ombrelle de la « silver économie », à l'initiative de deux ministres, Arnaud Montebourg (Economie) et Michèle Delaunay (Personnes âgées et autonomie). L'idée partait d'un constat simple. La France était entrée dans le club des pays en voie de vieillissement, par la conjonction de deux phénomènes : le papy-boom et l'allongement de la durée de vie. Constat traduit dans les chiffres : 16 millions de Français de plus de 60 ans aujourd'hui, 20 millions en 2030. Et dans le monde, 900 millions de seniors aujourd'hui, 2 milliards en 250.

L'objectif de la silver économie comme filière économique et industrielle était (et est toujours) double : favoriser le mieux vieillir pour le plus grand nombre et saisir les opportunités économiques d'un marché mondial, sur lequel des entreprises françaises sont déjà leaders (optique, maisons de retraite, adaptation de l'habitat...).

**Impulsion décisive.** Les Français n'avaient pas attendu cette appellation de silver économie pour vieillir le mieux possible ; ni les acteurs publics ou privés pour prendre des initiatives. Mais nommer et structurer a permis de donner une impulsion décisive.

En l'espace de quelques mois, une filière était constituée et se mettait en mouvement : Comité de filière, rapport

**« Les Français eux-mêmes se considèrent "seniors" à partir de 60 ans et "vieux" à partir de 70 ans »**

stratégique du CGSP, organisme de coordination (France Silver Eco), structures publiques ou privées, médias, clusters... créés ou rebaptisés « silver quelque chose ». Et ce malgré les remaniements ministériels successifs en deux ans et demi (Arnaud Montebourg-Emmanuel Macron-Michel Sapin à l'Economie et Michèle Delaunay-Laurence Rossignol-Pascale Boistard pour les Personnes âgées) qui n'ont pas favorisé une totale cohérence de la politique publique à l'égard de cette jeune filière.

La silver économie, c'est donc l'économie des « tempes grises » ou l'économie du vieillissement : un marché estimé en France à une centaine de milliards d'euros. Mais parler du marché des seniors pour évoquer les besoins et la consommation des personnes âgées de 50 ans à, disons, 100 ans, est aussi peu pertinent que d'évoquer le marché des 0 à 50 ans.

D'une part, car il n'existe pas de définition du terme « senior » coulée dans le marbre. En effet, on devient senior : à 45 ans, dans l'entreprise et pour Pôle emploi ; à 50 ans pour les marketeurs ; à 60 ans pour la SNCF et Air France ; à 65 ans pour la RATP et l'assurance maladie (vaccin anti grippal gratuit) ; à 80 ans pour la dépendance (l'âge moyen des seniors dépendants est de 78 ans pour les hommes et 83 ans pour les femmes).

Et, à partir de 100 ans, on entre dans le « club » des... centenaires, qui compte 21 000 « membres » aujourd'hui en France (soit 20 fois plus que dans les années 1970 et 12 fois moins qu'en 2070). Enfin, les Français eux-mêmes se considèrent « seniors » à partir de 60 ans et « vieux » à partir de 70 ans.

D'autre part, les segmentations des seniors sont multiples : actifs-retraités, selon l'état de santé (« bonne santé, fragiles, dépendants »), les revenus... Il existe donc bien 50 nuances de silver et les opportunités et les défis à relever sont multiples pour les entrepreneurs. Voici quelques exemples.

**Le travail des seniors.** En France, le taux d'activité est plus faible à partir de 60 ans par rapport aux actifs plus jeunes, et en comparaison avec les autres pays de l'Union européenne. Un rapport de l'Agence nationale

pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) segmente, en outre, les seniors actifs français en trois groupes : « experts », « fragiles » et « dépassés. »

Alors, comment tirer le meilleur parti des « experts », notamment pour transmettre ? Comment consolider les

**« Les seniors sont des consommateurs (presque) comme les autres. Voire plus que les autres. L'âge moyen, par exemple, de l'acheteur d'une voiture, dépasse 55 ans en France »**

« fragiles », en adaptant leurs missions, leurs postes de travail, en les formant ? Comment remettre en selle les « dépassés » et éviter d'en faire des « déclassés » qui vieilliront plus vite et plus mal sous la double influence du stress et du sentiment d'inutilité ?

**La consommation.** Les seniors sont des consommateurs (presque) comme les autres. Voire plus que les autres. L'âge moyen, par exemple, de l'acheteur d'une voiture, dépasse 55 ans en France. Tous les produits, services, idées visant à faciliter au quotidien la vie des consommateurs seniors font le bonheur de tous, dont entre autres des personnes à mobilité réduite. Donc vive le « design universel » et les automates plus ergonomiques, les bouchons de bouteille ou prises électriques qui se retirent plus facilement, les espaces de pause dans les lieux publics, les sites web et outils numériques toujours plus intuitifs...

**L'autonomie.** Comment faire en sorte que le maintien à domicile ne soit jamais vécu comme un maintien en détention mais réponde au souhait des Français de (bien) vieillir chez soi ? Les solutions ne manquent pas : logements, individuels ou collectifs, adaptés, sécurisés et communicants pour favoriser l'indispensable lien social ; services à la personne, prise de médicaments facilitée ; alimentation et boissons aux conditionnements adaptés (portions pour seniors seuls), apportant les protéines dont manquent souvent

**« Comment faire en sorte que le maintien à domicile ne soit jamais vécu comme un maintien en détention mais réponde au souhait des Français de (bien) vieillir chez soi ? »**

nos aînés, faciles à ingérer, appétissantes et goûteuses ; vêtements faciles à mettre et enlever, même (surtout) quand on commence à souffrir d'arthrose et qui, pourtant, sont « à la mode » ; loisirs toujours accessibles, jeux de stimulation cognitive...

**Les seniors enfin, futurs immortels ?** Science-fiction pour certains, réalité pour d'autres, la techno-médecine favorisera-t-elle « la mort de la mort » ? Alors, entrepreneurs, jeunes ou seniors, la silver économie recèle d'une infinité d'opportunités à saisir ou à se créer, d'idées à avoir et à mettre en œuvre. Dans notre pays et à l'international. Mais, parce que le business c'est important, mais que lui donner un sens l'est encore plus, n'oublions pas que derrière toutes les études, prévisions et chiffres impersonnels, se cachent des visages. Ceux de seniors et de leurs aidants s'ils sont dépendants. Mais aussi ceux de nos grands-parents et parents. Et les nôtres, aujourd'hui ou demain.

Alain Bosetti est président de Silver Economy Expo (du 15 au 17 novembre, à Paris, Porte de Versailles).

# 4 start-up en or pour l'« économie argentée »

## Pépites

**Silver Valley est un réseau de 270 acteurs de la filière silver économie qui favorise le développement de nouvelles solutions au profit du mieux vieillir et de l'autonomie des personnes âgées en Ile-de-France. Cet accélérateur est installé à Ivry-sur-Seine et accueille des entreprises de services, des équipementiers, des financeurs, mais aussi les acteurs au sens large de l'accompagnement de l'aide au vieillissement. L'Opinion présente quelques jeunes sociétés accueillies en son sein.**

Emmanuelle Ducros

### ALOGIA LE RÉPERTOIRE DES TECHNOLOGIES

Dans l'écosystème foisonnant de la silver économie, les innovations sont aussi prometteuses que nombreuses, déroutantes. Alogia, société créée en 2014 par Alexandre Petit, est un cabinet de conseil qui s'est donné pour mission de faire le tri dans les propositions multiples et de sélectionner, pour les bailleurs, promoteurs et structures d'accueil, les plus pertinentes pour les seniors. L'équipe, pluridisciplinaire, compte un ergothérapeute, une sociologue-anthropologue, une graphiste... Elle peut compter sur une base de données de plus de 1000 solutions parmi lesquelles elle identifie des solutions de domotique (un interrupteur unique pour toutes les fonctions électriques « à risque » de l'appartement), les outils connectés (des semelles de géolocalisation) pour aider les personnes âgées à avoir plus de confort et à sauvegarder les liens sociaux. « Parfois, on s'aperçoit que des technologies a priori intéressantes ne fonctionnent pas sur les seniors, et on propose autre chose », explique Alexandre Petit. La jeune société vient de remporter deux appels à projet pour effectuer des diagnostics à domicile dans des logements occupés, dont l'un mené par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), à Pau. Un moyen de toucher les particuliers, ce qui s'était révélé difficile jusqu'ici. La société devrait réaliser 200 000 euros de chiffre d'affaires cette année.

### C2S UN ALGORITHME POUR LUTTER CONTRE LES CHUTES

Ramzi Larbi a créé il y a quatre ans une PME sur un constat. Les dispositifs anti-chute portés par les personnes âgées dans les Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) n'avaient pas évolué depuis vingt ans : des bracelets et des colliers pas forcément portés et dont l'efficacité se limite à la détection des chutes lourdes. C2S a mis au point un système avec des capteurs, le VAC, qui prend des photos en cas de besoin, et des algorithmes qui détectent tout changement dans les habitudes du résident. En cas d'anomalie, un message d'alerte est envoyé aux responsables. La société, installée à Saint-Raphaël, réalise un million d'euros de chiffre d'affaires et emploie 11 personnes, dont 9 ingénieurs. Elle équipe près de 1 000 chambres pour le moment, y compris hors de France, et espère s'installer aussi chez les particuliers grâce à un partenariat avec Vitaris, le numéro un français de l'assistance aux personnes âgées.

### FAMILEO LA GAZETTE DES FAMILLES

« Famileo est né du besoin de recréer un lien quotidien entre les personnes âgées, sans smartphone ni ordinateur, dans les maisons de retraite et leurs enfants et petits enfants, hyperconnectés. Les conversations téléphoniques deviennent souvent difficiles et malgré l'amour, on ne communique plus beaucoup », explique Thomas Guillaume, cofondateur de la société, dans laquelle le fleuriste en ligne Aquarelle a investi. Famileo est une application de messagerie sur laquelle la famille peut poster des messages et des photos. Ceux-ci, une fois par semaine, sont imprimés et remis au destinataire comme un journal de famille. Lancé en septembre 2015, Famileo équipe déjà 250 maisons de retraite abonnées (cela coûte 70 euros par mois à l'établissement et est proposé comme un service gratuit aux familles). Ce chiffre devrait doubler dans les trois mois, puisque le réseau Korian a prévu de l'adopter. Famileo lancera dans les prochaines semaines une version destinée aux personnes âgées qui demeurent à domicile, avec un prix d'entrée modique de 5 euros par mois.



SIPA PRESS

### VIRAGE VIAGER L'INNOVATION FINANCIÈRE POUR TRANSFORMER LA PIERRE EN LIQUIDITÉ

Eric Guillaume, le fondateur de Virage Viager, définit le rôle de son entreprise comme « un peu particulier » au sein de l'accélérateur Silver Valley. « L'accélérateur abrite des solutions fantastiques pour permettre aux seniors de rester chez eux, mais hélas, elles sont souvent chères. Il fallait trouver une solution pour donner de la liquidité au patrimoine des retraités, qui est à 75% constitué de biens immobiliers. Issu du monde de la protection sociale et de l'assurance ; Eric Guillaume a voulu, dès 2010, repenser le concept de viager pour le dépouiller de son aspect moralement dérangeant.

« Payer un bouquet puis une rente à une personne âgée en attendant qu'elle décède, c'est morbide », explique-t-il. Il a choisi de démonter le concept de deux façons : d'abord, en n'en faisant plus une transaction entre particuliers, mais en faisant intervenir des institutionnels (mutuelles, assurances, etc.), prêtes à acheter des « lots » d'appartements de façon

à lisser leurs risques naturellement, plutôt que de parier sur un décès. Ensuite, il a rompu avec le modèle bouquet+rente. Les personnes qui cèdent la nue-propriété de leur bien le font contre un capital qui leur permet de planifier des travaux, des soins, voire des donations à leurs enfants dans des conditions fiscalement plus satisfaisantes.

Virage Viager, qui joue le double rôle d'ingénieur financier et d'agent immobilier, gère actuellement 60 millions d'euros d'encours et a réalisé 240 transactions depuis sa naissance. « Il y a plus de biens à vendre que de fonds disponibles pour l'instant, mais le faible rendement des obligations, les incertitudes sur les marchés d'action et l'attractivité moindre de l'immobilier de bureaux devrait dynamiser notre activité. C'est une bonne chose pour les retraités qui peuvent ainsi monétiser leur capital efficacement », conclut Eric Guillaume.

@emma\_ducros

## POUR PARLER DE DÉPENDANCE À LA BONNE PERSONNE PASSEZ CHEZ LE NOTAIRE



Le mandat de protection future permet à une personne de désigner à l'avance la ou les personnes qu'elle souhaite voir être chargées de veiller sur elle et/ou sur tout ou partie de son patrimoine, pour le jour où elle ne serait plus en état, physique ou mental, de le faire seule. Ce mandat peut aussi être établi pour autrui par les parents souhaitant organiser à l'avance la défense des intérêts de leur enfant souffrant de maladie ou de handicap. **Établi par acte authentique**, le mandat notarié organise ainsi une protection juridique sur mesure.



www.notaires.fr



ILLUSTRATION : PHOTOFEST - CREDIT PHOTOS - GETTY IMAGES

# L'interview

« Le discours à courte vue des politiques est encore de dire que l'avenir, c'est la jeunesse »

**Serge Guérin** : « L'avantage de la silver économie est de placer la question du vieillissement dans le débat public, sous l'angle des opportunités et de l'innovation »

**P**OUR SERGE GUÉRIN, nos aînés n'ont pas de secrets. Ce sociologue qui les observe et les écoute depuis longtemps siège au conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et au Haut Comité de la famille, de l'enfance et de l'âge au titre des personnalités qualifiées.

**Le salon de la silver économie se tient du 15 au 17 novembre, porte de Versailles, à Paris.**

**Qu'est-ce au juste que la silver économie ?**

La silver économie se définit comme la filière économique créée pour répondre à la révolution démographique, et à la prise de conscience - enfin ! - de la séniorisation de la société. En France, 15 millions de personnes ont plus de 60 ans, le quart de la population. Et demain, ce sera plus du tiers. L'avantage de la silver économie est de placer la question du vieillissement dans le débat public, sous l'angle des opportunités et de l'innovation. Mais sa limite, c'est de ne s'adresser qu'aux personnes dépendantes, et d'être centrée sur les technologies, en particulier le numérique.

**Le regard sur le vieillissement a-t-il changé ?**

La question du vieillissement a longtemps été un non-dit en France. On est passé de l'indifférence à l'effroi. En 2003, avec la canicule, on a découvert qu'on laissait mourir nos aînés. Je rappelle qu'il y a eu 15 000 morts en un été. Ce fut un choc ! Le ministre de la Santé de l'époque a été limogé... pour devenir président de la Croix Rouge. Imaginez si cela avait été 15 000 étudiants décédés ! Ce n'est pas un ministre qui aurait été remercié, mais tout le gouvernement ! Cela a entraîné une prise de conscience, de nombreux rapports. Et aussi des décisions efficaces. Les épisodes caniculaires sont aujourd'hui prévenus et bien gérés. Pour le reste, c'est poussif. Je vois deux attitudes face aux seniors. Les uns imaginent que les millions de vieux tirent le pays vers le bas. Ils parlent de tsunami gérontologique ! Les autres se disent qu'en réalité, les seniors représentent une opportunité économique et sociale. Je fais partie de cette seconde catégorie. Les seniors sont une force, à condition que l'on adapte les choses, que les seniors soient acteurs. C'est quand même un des rares secteurs où des créations d'emplois sont annoncées. Une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) les chiffre à 350 000 emplois potentiels, dont la majorité seront dans les services, d'ici à 2020.

**Quel est le poids des seniors dans l'économie ?**

Une étude du Crédoc montre que les plus de 50 ans représentent 48% de la consommation totale en France. Ils assurent 64% du marché de la santé, 60% de l'alimentation, 58% l'équipement, 57% les loisirs... Un tiers des jouets sont achetés par des retraités, 60% de l'achat des voitures neuves en France est le fait des plus de 60 ans... Ils sont essentiels dans notre économie.

**On est loin de l'image des seniors dépendants...**

Oui, et alors que pendant longtemps les marques n'ont pas beaucoup évolué, elles sont en passe de le faire. Jusqu'à présent, elles refusaient de s'adresser aux seniors en tant que tels car elles craignaient le coup de vieux infligé à la marque. Elles sont encore frileuses, mais de plus en plus d'enseignes ont compris qu'il fallait s'adresser à eux. Pour le secteur grand public, je crois plus efficace de se centrer sur leur style de vie. Et ce d'autant plus qu'aujourd'hui, les âges se brouillent. On a de plus en plus de seniors qui ont des enfants jeunes, ont refait leur vie, se comportent en « quincados »... En même temps, les seniors sont des consommateurs exigeants, ils ont le temps de se renseigner, de comparer, de lire les étiquettes. Ils se laissent moins facilement bernés par la publicité... Ils représentent par

exemple une des principales clientèles qui a adopté le bio, car ils veillent à leur santé et sont sensibles aux enjeux environnementaux.

**Politiquement, c'est une catégorie électorale qui pèse ; or on en parle peu pendant cette campagne des primaires. Pourquoi ?**

C'est vrai, et pourtant ce sera un électoralat qui compte ! Le vote senior qui représentait 24% des suffrages exprimés à la présidentielle de 1981, en formera le tiers en 2017. À l'inverse, les 18-34 ans qui assuraient 35% des suffrages en 1981, n'en représenteront qu'un gros quart pour la même échéance. Sans compter que le taux de participation des seniors aux élections se situe traditionnellement 15 points au-dessus de la moyenne. Mais la droite se dit que c'est un électoralat acquis - les seniors sont réputés voter plus massivement à droite - quand la gauche les néglige car elle se dit que de toute façon, c'est perdu... Ces idées sont fausses, car la réalité est plus nuancée. Déjà parce qu'une partie des seniors sont d'anciens soixante-huitards avec un attachement à la gauche. Avec Christophe Guilluy, nous avons mis en exergue, dès 2012, que dans les milieux populaires, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les retraités populaires votent moins à l'extrême droite que les jeunes. D'ailleurs, Marine Le Pen a bien saisi cette réalité. Le FN travaille très sérieusement cet électoralat. Sa défense des territoires peut aussi se lire à cette aune. Pour en revenir au contenu des programmes, on voit bien le discours idéologique à courte vue des politiques : marteler que l'avenir, c'est la jeunesse. Ils ne développent aucune vision d'une société de la longévité. Le sujet est pratiquement absent des débats de la primaire de la droite. Selon une étude du Cevipof, 43% des participants annoncés à la primaire ont plus de 65 ans. Et 27% se situent entre 50 et 64 ans. Contre seulement 14% de 18-34 ans...

**A défaut d'avoir une loi sur le cinquième risque - qui aurait créé une branche de plus de la Sécurité sociale -, il y a quand même eu la loi Delaunay...**

Oui, et cela marque une vraie évolution. C'est une loi intéressante car, pour la première fois, on ne parle pas uniquement de dépen-

dance et de santé, mais bien d'évolution globale, avec adaptation des logements ou des transports. C'est la première fois également que des mesures de soutien aux aidants sont mises en œuvre.

**On est loin du ministère de l'Allongement de la vie que vous prônez ?**

Il me semble qu'un ministère de l'Allongement de la vie et de l'Intergénération serait plus englobant, permettrait de traiter des questions d'économie, d'évolution de la vie, de longévité, de formation à tout âge ou encore de mobilité, tout en étant transverse. Les gens s'y reconnaîtraient peut-être mieux, qu'avec l'actuel secrétariat aux Personnes âgées.

**C'est dans l'air du temps d'annoncer une guerre des générations.**

**Qu'en pensez-vous, vous qui allez publier un ouvrage sur le sujet en janvier ?**

Je n'y crois pas du tout. Alors que l'on nous parle de la mixité sociale, culturelle et générationnelle comme les piliers du vivre ensemble, il me semble que la seule que l'on a pratiquée depuis sa plus tendre enfance, c'est la mixité générationnelle. Même si les familles se sont distendues, au quotidien, l'échange intergénérationnel reste très fort. Et en période de crise, c'est la première des solidarités. On a des adultes qui reviennent vivre chez leurs parents, des plus âgés qui sont aidés par leurs enfants... Autre exemple : le numérique loin de fracturer les générations, favorise les liens et les échanges réciproques.

**En même temps, d'un point de vue macroéconomique, les seniors ont des revenus plus élevés que les jeunes...**

C'est vrai, mais c'est aussi assez normal que des gens qui ont travaillé toute leur vie aient plus de revenus que celui qui est au début de sa vie professionnelle. C'est au sein des plus âgés qu'il y a le plus de différences de revenus et, surtout de patrimoines. Je caricature mais entre le couple de retraités propriétaire de trois appartements au cœur de Paris, et la personne seule dans son pavillon d'une petite ville de province avec une faible pension, le fossé est immense. Je rappelle que si 75% des plus de 60 ans sont propriétaires de leur logement, la retraite moyenne ne dépasse pas 1300 euros, ce qui est loin d'être le Pérou ! Pour les salariés du privé ou les professions libérales, la retraite est synonyme de perte de pouvoir d'achat. Autre chose, les seniors ont subi la plus forte augmentation du chômage ces dernières années. Aujourd'hui, on voit arriver de nombreux seniors qui ont connu des arrêts de carrière brutaux et des licenciements en fin de parcours et qui ont des pensions basses. Les femmes restent encore les plus défavorisées, avec des interruptions de carrières, des temps partiels.

**Fanny Guinochet**  
@fannyguinochet

**« Les programmes politiques ne développent aucune vision d'une société de la longévité. Le sujet est pratiquement absent des débats de la primaire de la droite »**



SIPA PRESS

## La France, pays des centenaires

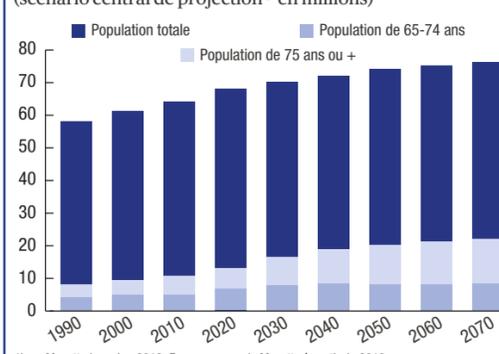
Nombre de centenaires en 2013 pour 10 000 habitants de 60 ans en 1973

France métropolitaine	146
Espagne	120
Italie	117
Suisse	90
Portugal	84
Danemark	81
Grande-Bretagne	80
Belgique	73
Pays-bas	71
Finlande	65
Pologne	41
Russie	21

SOURCE: HUMAN MORTALITY DATABASE, 1973 et 2013

## Evolution de la population de la France\* de 1990 à 2070

(scénario central de projection - en millions)



\*hors Mayotte jusqu'en 2012, France y compris Mayotte à partir de 2013 SOURCE: INSEE

Tribune libre

Marc Plumart

Repenser notre société pour la qualité de vie des seniors



DEUX MILLIARDS. C'est le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans qui vivront sur notre planète d'ici à 2050, soit plus du double qu'aujourd'hui. En France, plus d'une personne sur trois aura plus de 60 ans. Ce vieillissement est déjà un enjeu majeur pour le futur de nos sociétés. Le monde économique a pris conscience de la responsabilité qui pèse sur lui et commence à s'adapter à ces changements démographiques. Nous assistons désormais à un changement de perspective : alors que le débat public s'est longtemps polarisé autour de la gestion de la dépendance et de son impact sur les proches, nous entrons désormais dans l'ère du « mieux vivre en vieillissant ».

« Comment offrir une meilleure qualité de vie à nos aînés ? » est désormais la question centrale. Ma conviction est que le secteur des services a une responsabilité dans ce changement de perspective. Sodexo, en tant que leader mondial des services de qualité de vie, a très vite vu venir ces nouvelles transformations et saisi l'ampleur du rôle à jouer dans cette révolution démographique. Au-delà de la simple adaptation des services à une nouvelle catégorie de la population, il est question d'en penser de nouveaux afin d'anticiper et de répondre à des attentes différentes. En d'autres termes, il n'y a pas seulement avantage de seniors qu'hier : les seniors ne sont simplement pas les mêmes.

Que ce soit au sein des établissements spécialisés ou à leur domicile, nous veillons d'abord au bien-être des personnes âgées grâce à de nombreux experts et dévoués. Cela se traduit par la qualité du recrutement, de la formation et la fidélisation des collaborateurs grâce à une méthode spécifique. Prendre en compte les contraintes physiques et émotionnelles liées à ces métiers est une évidence pour nous.

**Réintroduire le goût.** Nous avons par conséquent revu notre organisation interne dédiée aux seniors - désormais forte de 16 000 collaborateurs sur 3 500 sites dans 20 pays. Mais notre ambition est plus grande : au-delà de notre politique de gestion des ressources humaines, il s'agit de créer de nouvelles solutions flexibles et personnalisées. Notre maître mot : innovation. En soutenant les initiatives existantes d'abord. Sodexo collabore activement avec des start-up du secteur des nouvelles technologies afin d'apporter des solutions pour mieux vivre à domicile ou dans une institution spécialisée. En commençant des projets nouveaux ensuite, qui de la phase expérimentale deviendront très vite des succès partagés.

Prenons un exemple concret : nous sommes en train de revoir totalement l'alimentation dans les établissements pour personnes âgées (Ehpad) au sein desquels sont servis beaucoup d'aliments mixés. En réintroduisant du goût et de la texture calibrée en collaboration avec des médecins et le grand chef Michel Bras, nous avons constaté des progrès fantastiques, les résidents reprennent du poids, de l'autonomie et recréent du lien social avec leur entourage. Et cela marchera pour une raison simple : la dignité de la personne est au cœur du projet et de ce que nous appelons les services de qualité de vie. Nous ne servons pas des personnes conditionnées par leur âge, nous servons avant tout des personnes. L'autonomie, la dignité, le bien-être forment la qualité de vie des seniors et c'est notre responsabilité. Il est de notre devoir de repenser notre société et les services associés pour demeurer un créateur de valeurs humaines, sociales et économiques.

Marc Plumart est PDG Global Seniors de Sodexo

Dans son livre *Salud d'élus*, le député du Vaucluse Julien Aubert défend les élites, et répond au « tous pourris »

## Le coup de gueule d'un député contre les citoyens

### Vu, lu

A l'heure où le discours anti-élites a le vent en poupe, le jeune député de la 5<sup>e</sup> circonscription du Vaucluse démonte les procès fait aux élus : trop payés, trop de privilèges, clientélisme...

Ludovic Vigogne

JULIEN AUBERT A TOUJOURS AIMÉ DÉTONNER. Député LR depuis 2012 de la 5<sup>e</sup> circonscription du Vaucluse, il tient plus que tout à son indépendance d'esprit. Proche d'Henri Guaino, il ne soutient aucun candidat à l'occasion de la primaire de la droite et du centre.

En publiant *Salud d'élus*, Julien Aubert le prouve une fois de plus. Dans son livre, le jeune élu - il a 38 ans - n'hésite pas à prendre à rebrousse-poil les citoyens en général et ses électeurs en particulier.

La vox populi répète que les députés français seraient trop payés et auraient tous les privilèges. Afin de démonter tous les mauvais procès, Julien Aubert fait le point très précis sur le traitement d'un député, ses avantages, ce à quoi ils sont réservés. « La seule vraie question que les Français devraient se poser in fine est la suivante : à quoi bon choisir quelqu'un pour vous représenter, si c'est pour le soupçonner a priori d'être un escroc, un corrompu et un clientéliste ? D'autant que, je vais vous faire une confiance, les dictateurs sont rarement des gens honnêtes », s'insurge Julien Aubert.

On accuse les parlementaires d'être soumis aux lobbys. « La réalité est qu'un parlementaire passe sa vie à recevoir des visites de lobbyistes. Là où certains y soupçonnent de la tentative de corruption, il faut plutôt y voir une nécessaire et utile information, répond-il. Donnez-moi dix collaborateurs et aucun lobby ne me sera utile pour analyser un texte ! » En retour, il n'a pas peur de pointer l'incohérence des électeurs qui fustigent l'absentéisme des

parlementaires : « Avez-vous de rater l'inauguration d'une fête de village au motif que vous avez un texte en séance et personne ne vous en saura gré », ironise-t-il.

Un mandat de dix ans. A l'heure où le discours anti-élites a le vent en poupe, l'énarque se paye le luxe de les défendre.

« Tout pays a besoin d'une élite, et ce n'est pas en niant son rôle ou en lui coupant la tête qu'il se porte mieux », écrit-il courageusement. Il s'emporte contre toutes les idées faciles ou consensuelles qui font florès. Julien Aubert juge que le non-cumul des mandats est une facilité (cela est plutôt une source d'économie d'argent public, selon lui), que la suppression de l'ENA serait une erreur (« Qu'on ne me dise pas que tous les énarques pensent pareil : trouvez-moi le point commun entre Nicolas Dupont-Aignan et Martine Aubry »)...

Elu sur une terre où le Front national (Marion Maréchal-Le Pen y est députée) chasse petit à petit la droite, Julien Aubert fait aussi part d'un certain désarroi : « Les lois gravitationnelles de la démocratie ne fonctionnent plus vraiment, tant le Front national semble en apesanteur, rapporte le député. Les Le Pen cristallisent, telle une oasis, l'espoir du citoyen perdu dans le désert sans fin du désenchantement démocratique. » Pour répondre à cette désillusion, le député avance ses propositions - iconoclastes, il va sans dire : un mandat présidentiel de dix ans non renouvelable, un renouvellement par moitié de l'Assemblée nationale tous les deux ans, l'interdiction des sondages quatre mois avant une échéance électorale...

@LVigogne



*Salud d'élus* de Julien Aubert, éditions Cent Mille Milliards, 256 pages, 19 euros.

## Jordan Bardella, le président de « Banlieues patriotes », va remettre 47 pages de propositions à la présidente du FN « La France des oubliés se trouve aussi dans les quartiers »

### De Brachay au 9-3

La 4<sup>e</sup> convention présidentielle de Marine Le Pen se tient mardi sur le thème « Réaffirmer l'autorité pour une République apaisée ». Le président du collectif « Banlieues patriotes », Jordan Bardella, également conseiller régional d'Ile-de-France, lui remettra un document de 47 pages avec ses propositions pour son futur programme. Au-delà de la banlieue, cette autre « France des oubliés » à laquelle s'adresse le Front national, il y sera question d'emploi, de service militaire, de souveraineté, de salafisme.

Interview Béatrice Houchard

Quelles propositions sur les banlieues allez-vous faire à Marine Le Pen ?

La banlieue, ce sont les problèmes de la France, puissance 10. Les échecs politiques sur l'intégration, l'éducation, la sécurité et l'emploi ont abouti à créer une génération qui n'est ni Charlie, ni Paris. C'est une génération de fils et filles d'une France en train de se déconstruire, qui a honte d'elle-même, qui ne peut plus rêver à ce qu'elle sera demain. Il faut repenser un projet de société, un nouveau pacte républicain qui rende la France aimante. Il faut réconcilier ces territoires avec la République française et la réponse ne peut pas être que sécuritaire. C'est pourquoi, parmi les propositions fortes, il y aura celle d'un service national obligatoire de dix mois, civique ou militaire, pour tous les jeunes entre 16 et 25 ans. Avec une contrepartie : dans les deux cas, l'Etat financera le permis de conduire.

L'armée est-elle prête à refaire du service militaire ?

On l'y conduira ! L'opinion est majoritairement pour.

Quand Marine Le Pen parle de « la France des oubliés », elle pense aux territoires ruraux. Vous mettez ceux-ci en concurrence avec les banlieues ?

La France des oubliés se trouve aussi dans les banlieues. Ce serait une erreur d'opposer la banlieue à la ruralité. Les déserts médicaux, par exemple, ne touchent pas seulement la ruralité, mais aussi la banlieue et même Paris, à cause du prix des loyers. Il y a en banlieue des gens, y compris issus de l'immigration, qui subissent le communautarisme, la faillite de l'école ou celle des services publics. On ne peut pas se laisser bernier par le mirage de la rénovation urbaine. Ce n'est pas parce qu'on met un coup de peinture sur un immeuble que le problème est réglé. On a mis 100 milliards dans la politique de la ville, mais la Cour des comptes dit qu'on ne sait pas où est passé l'argent ! On a cru

que le problème était économique alors qu'il est d'abord culturel.

Que faites-vous pour que les zones de non-droit cessent d'être ?

Cela passe surtout par la politique pénale : il faut supprimer les lois Dati et Taubira et construire des places de prison, et travailler sur la mixité carcérale car la prison devient un incubateur de la radicalisation. Sinon, il faut tout simplement réinvestir les zones de non-droit.

Vous dites « tout simplement » mais personne n'y arrive...

Parce qu'il existe une peur d'entrer dans les quartiers. Au nom de la terreur des émeutes et de la crainte des amalgames, on ne fait plus rien. Je vous donne un exemple : on n'arrête pas un délinquant qui roule sans casque sur son scooter car s'il tombe, ça va provoquer une émeute dans le quartier ! Pour la même raison, on n'applique pas les amendes anti-burqa. Il faut rétablir les effectifs de police, leur donner les moyens d'agir, avec la présomption de légitime défense, et mettre en place une brigade de gendarmerie chargée de la répression des trafics de drogue et d'armes.

Et en matière économique ?

Dans les quartiers, il existe de réelles frustrations de la part de jeunes qui veulent créer une entreprise et qui ne sont pas forcément à l'aise dans le système classique. La Seine-Saint-Denis est le premier département créateur d'entreprises en France ! Nous sommes favorables à un fonds d'investissement pour les entrepreneurs des banlieues, au ciblage de zones où l'on abaisserait les charges pour permettre de relancer l'attractivité. Avec un préalable indispensable : la reconquête de notre souveraineté, sans laquelle on ne peut rien faire.

Pourquoi insistez-vous souvent sur ces jeunes « qui ne sont ni Charlie, ni Paris » ?

Parce qu'il y a une jeunesse qui ne se sent pas concernée par les attentats. Et « Charlie » ou « Paris », ça ne leur fait ni chaud, ni froid. Ils sont les enfants naturels d'une assimilation qui a totalement échoué, de quarante ans de déclin politique, d'une identité qui se déconstruit et d'une France qui se refuse à glorifier ce qu'elle est. Certains jugent qu'il n'y a rien à faire ici et, peuvent trouver honorable d'aller se battre là-bas pour des idées...

La religion n'étant qu'un prétexte ?

Le jeune qui vend de la drogue en se disant « La Syrie, pourquoi pas ? », il n'a jamais ouvert le Coran ! Le jeans troué, la casquette à l'envers et Maître Gims, ce n'est pas dans l'Islam. Criminalité et salafisme sont deux phénomènes distincts au premier niveau, qui régissent de nombreux quartiers, mais qui peuvent ensuite se croiser : l'ex-braqueur se radicalise rapidement pour sortir de la petite délinquance de quartier. Je crois qu'un musulman peut parfaitement être assimilé et intégré. J'en connais. Mais il y a une incompatibilité entre le salafisme et la République. @beache3



## La 3<sup>ème</sup> Révolution des Business Models

Comment rester dans la course face aux dernières innovations disruptives ?

Vendredi 25 novembre 2016 • 8h45 à 12h30 • Club de l'Etoile, Paris

Parmi les 17 experts qui vous présenteront leur retour d'expérience :



**Marc Rennard**  
Directeur Général Adjoint  
expérience client et services  
financiers sur mobile  
ORANGE



**Marc Gigon**  
Directeur Digital  
TOTAL MARKETING  
& SERVICES



**Pascal Terrasse**  
Député, ASSEMBLÉE NATIONALE  
et Auteur du Rapport sur le  
Développement de l'économie  
collaborative



**Beyza Koyas**  
Business head of customer journey  
re-invention programme  
BNP PARIBAS



**Etienne Gaudin**  
Directeur de l'innovation  
GROUPE BOUYGUES



**Geoffroy Maugin**  
Vice President Global  
Product & Services  
ACCOR HOTELS

Découvrez le panel complet des orateurs sur [www.lopinion-businessmodels.fr](http://www.lopinion-businessmodels.fr)

En partenariat avec :

Elia Consulting



Contactez l'Opinion conférences  
Par téléphone : 01 43 12 85 55 - e-mail : [inscription@lopinion.fr](mailto:inscription@lopinion.fr)



« Nous sommes favorables à un fonds d'investissement pour les entrepreneurs des banlieues », détaille Jordan Bardella.

## 2017 : Marine Le Pen accélère

LE LANCEMENT OFFICIEL DE SA CAMPAGNE est toujours fixé au week-end des 4 et 5 février 2017, avec un premier grand meeting à Lyon. Mais Marine Le Pen commence à accélérer le mouvement. Mercredi matin, au lendemain de sa quatrième convention thématique sur les banlieues, elle procédera à l'inauguration de son quartier général de campagne, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Situés à deux pas de la place des Terres et à moins de deux kilomètres de l'Elysée, pour le clin d'œil, ces locaux ont surtout l'avantage d'être facilement accessibles de Nanterre, où se trouve le siège du Front national, et de La Celle-Saint-Cloud, où réside Marine Le Pen.

La candidate du Front national ne devindra pas bavarde pour autant. En réserve des médias depuis janvier, malgré un certain nombre d'entretiens en radio, télévision ou en presse écrite (dont une interview à l'Opinion en juin dernier), elle ne sera vraiment libérée de cet exercice de réserve que lorsque sera connu le candidat issu de la primaire de la droite et du centre. Elle sera d'ailleurs absente de Paris lors du second tour, le 27 novembre,

pour cause de déplacement dans l'île de La Réunion, où elle doit séjourner une semaine. Ses équipes de campagne, sous la houlette du directeur de campagne, David Rachline, vont s'installer à « L'Escale », nom choisi pour le QG de campagne, dans deux open spaces, l'un pour l'équipe « communication et Web », l'autre pour l'équipe « production-écriture ». La composition du comité stratégique de campagne (trente personnes, la moitié venant du bureau politique et la moitié de l'extérieur du FN) devrait être connue rapidement, comme les noms des « chefs de pôle » (idées et image, international, finances, mobilisation militante, catégoriel, etc.).

La présidente du Front national compte sur le double effet Brexit-Trump pour booster sa progressive entrée en campagne. Elle connaîtra peut-être aussi jeudi le dernier épisode de la guerre qui l'oppose à son père. Le tribunal de grande instance de Nanterre doit en effet décider de donner raison ou tort à Jean-Marie Le Pen, qui conteste toujours son exclusion du Front national.

B.H.

- Le troisième débat de la primaire : demandez le programme !
- France Télévisions se plaint de la stratégie du Front national
- Les Européens toujours aussi frileux face à la dérive autoritaire du président turc Erdogan
- Reince Priebus, l'apparatchik républicain, promu aux côtés de Donald Trump
- Igor Dodon, un pro-russe élu président de la Moldavie

Abonnez-vous à nos newsletters :

- La matinale : dès 7h30, l'agenda de la rédaction
- Le 18h, l'ensemble de l'actualité de la journée
- Dès 20h30, le quotidien du lendemain



### L'Opinion de... François Kalfon (PS)



« Si Manuel Valls va à la primaire de la gauche, il faut qu'il démissionne »  
 « François Hollande a une folle envie d'y aller avec l'enthousiasme qui le caractérise », ironise François Kalfon, le chef d'orchestre de la campagne d'Arnaud Montebourg, à propos d'une éventuelle candidature du Président à la primaire de la gauche. « Cet enthousiasme n'est pas compris par ses proches. Le camp gouvernemental est en pleine fragmentation », précise le conseiller régional PS d'Ile-de-France. Quant à la possible candidature de Manuel Valls, François Kalfon estime que « c'est la même politique, celle de l'adhésion aux valeurs euro-mondialistes ». « Je ne vois pas François Hollande et Manuel Valls se présenter tous les deux à la primaire à gauche. Je souhaite bonne chance à Manuel Hollande ou François Valls », continue-t-il. « Si Manuel Valls y va, il faut qu'il démissionne », conclut François Kalfon.  
 Interview Nicolas Beytout

### Les vidéos



- Najat Vallaud Belkacem demande un 2<sup>e</sup> quinquennat pour François Hollande
- Sondage primaire de la droite : vers un match à 3 entre Juppé, Sarkozy et Fillon
- Jean-Luc Mélenchon taille un costard à Hillary Clinton

## Selon les investisseurs, le nouveau véhicule présenté par Bercy est tellement contraignant qu'il finira aux oubliettes

# Grosse déception autour du « compte PME innovation »

### Investissement

**Vendredi sera présenté en Conseil des ministres un nouveau « compte PME innovation », qui doit faciliter l'investissement des business angels dans les start-up.** Défendu en début d'année par Emmanuel Macron, le projet a depuis été récupéré par les équipes de Michel Sapin. Et modifié.

Raphaël Legendre

C'EST PEU DIRE QUE LE NOUVEAU « compte PME innovation », qui sera présenté vendredi en Conseil des ministres dans le cadre du projet de loi de finances rectificative, ne soulève pas d'enthousiasme débordant du côté des business angels. Porté en son temps par Emmanuel Macron, celui qui s'appelait à l'époque « compte épargne investisseur » devait permettre aux investisseurs individuels de surseoir leur impôt sur les plus-values, tant que ces dernières étaient réinvesties dans d'autres sociétés. Cela permettait de compenser les éventuelles moins-values encaissées lors des différents tours de table. Un tunnel vertueux où les profits financent les entreprises de croissance et qui encourage à la circulation des fonds.

Mais Macron parti, c'est le cabinet de Michel Sapin qui a repris les choses en main. Et les contours du projet révélé lundi par *Les Échos* n'ont plus grand-chose à voir avec la copie originale. « Les contraintes sont telles qu'il ne marchera pas », tranche le n° 2 du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, pour qui la priorité reste « la baisse de la fiscalité sur toutes les plus-values ». Car ce projet prévoit de limiter le sursis d'impôt soit aux dirigeants détenant au moins 10 % de leur société, soit aux actionnaires de plus de 25 %. « Une aberration ! », s'étrangle le fiscaliste Michel Taly, le premier

avec Marie Ekland, de France Digital, à avoir soumis l'idée d'un compte entrepreneurial dès 2013. « Un business angel n'est pas forcément un dirigeant et n'investit pas dans des tickets de 25 %. C'est une méconnaissance totale du monde des affaires. Il n'y a pas d'un côté les gentils entrepreneurs et de l'autre les méchants investisseurs », déplore Michel Taly.

Pour Benjamin Bréhin, délégué général de France Digital, cette limitation est « en dehors de la réalité des choses ». « Généralement, un business angel investit de petits tickets pour ne pas être trop dilué au fur et à mesure des tours de table. Bercy est d'abord parti de la situation des contribuables pour limiter les effets d'aubaine, au lieu de partir des besoins des entreprises. Le compte PME innovation fera un flop, comme le PEA-PME ».

**Plus de franchise d'ISF.** Instigateur du mouvement des Pigeons, Jean-David Chamborédon dénonce lui aussi « un projet très restreint ». Le président d'Isai regrette notamment que la franchise d'ISF proposée dans la première mouture du compte, le temps que le business angel trouve où réinvestir ses fonds (dans une limite de deux ans), n'ait pas été retenue. « C'est un recul important alors que le compte entrepreneur devait offrir une alternative aux holdings », regrette-t-il. Pour lui aussi c'est clair : « Il y a un risque assez fort pour que le compte PME innovation connaisse le même sort que le PEA-PME ».

Certains espèrent que l'examen du projet de loi de finances rectificative au Parlement permettra d'améliorer le texte. Mais les faits d'armes de l'aile gauche de la majorité, qui a réussi ces dernières semaines à durcir la taxe sur les transactions financières ou la fiscalité sur les actions gratuites, ne laissent que peu d'espoirs.

@LEGENRA

## L'Opinion

Présidentielle 2017

Primaire de la droite et du centre  
**ABONNEZ-VOUS ET SUIVEZ LA CAMPAGNE AVEC L'OPINION**



### FORMULE INTÉGRALE

Chaque jour, le journal livré chez vous + tous nos articles sur ordinateur, tablette et mobile  
**2 mois : 35€**  
 soit 58% de réduction  
 Offre sans engagement

### FORMULE NUMÉRIQUE

Chaque jour, le journal numérique + tous nos articles sur ordinateur, tablette et mobile  
**2 mois : 15,90€**  
 soit 81% de réduction  
 Offre sans engagement

Abonnez-vous en ligne :

[www.lopinion.fr/offreprimaire](http://www.lopinion.fr/offreprimaire)

Paiement par chèque : Service Abonnements L'Opinion, 4, rue de Mouchy 60438 NOAILLES CEDEX  
 Envoyez règlement avec vos coordonnées sur papier libre, en incluant la mention « Offre Primaire »

Abonnement par téléphone : 01 55 56 70 73 (lundi-vendredi / 9h-18h)  
 En cas de difficulté pour vous abonner en ligne, contactez-nous : [abonnements@lopinion.fr](mailto:abonnements@lopinion.fr)

Offres valables jusqu'au 20 novembre 2016. Tarif offre intégrale pour la France métropolitaine.

### Tribune libre

Thomas Kerting et Mathilde Lorenzi

## L'air est-il un produit de luxe ?

SELON L'OMS, 92 % de la population mondiale respire un air de mauvaise qualité, responsable de 7 millions de décès prématurés par an, faisant de la pollution de l'air le principal risque environnemental pour la santé dans le monde. Il est évident que les catégories les plus aisées vont chercher à protéger leur santé contre ce fléau. L'air, défi écologique du XXI<sup>e</sup> siècle et bien commun par excellence, est-il en train de devenir un produit de luxe ?

Il existe une forte inégalité d'accès à l'air pur entre pays riches et pays pauvres. Quand l'Unicef affirme que 300 millions d'enfants dans le monde, soit un sur sept, respirent un air très toxique, cela cache de fortes disparités géographiques. Sur les 2 milliards d'enfants qui respirent un air ne respectant pas les normes acceptables établies par l'OMS, l'Asie du Sud en compte en effet 620 millions, l'Afrique 520 millions et l'Asie de l'Est et le Pacifique 450 millions.

La pollution de l'air concerne aussi les pays les plus riches, rendant cette segmentation géographique schématique. Les prémices de la formation d'un marché grand public de la purification de l'air intérieur sont à l'œuvre. Ce marché était jusqu'à il y a quelques années uniquement destiné aux professionnels, réservé aux lieux où la propreté de l'air est un prérequis, comme les hôpitaux ou les salles blanches. La révolution technologique a depuis rendu possible le développement de capteurs miniaturisés à moindre coût. La diffusion de la data air et les objets connectés ont permis aux individus d'avoir accès à l'information sur leur niveau d'exposition à la pollution. La technologie et l'information ont donc

fait naître un besoin et un marché grand public du traitement de l'air intérieur.

Il est encore très atomisé, il pèse déjà entre 4 et 5 milliards de dollars selon les acteurs du secteur et est composé de nombreuses start-up, de spécialistes du génie climatique et de grands groupes d'électronique ou d'électroménager. La gamme des produits, les technologies utilisées et les fourchettes de prix sont très larges et encore complexes. Il n'empêche, le taux d'équipement des ménages en purificateurs d'air s'est envolé dans les pays les plus exposés comme la Chine ou l'Inde et il commence à décoller dans le reste du monde.

**Attitude structurante.** Face à des individus informés, les autorités nationales et supranationales adaptent elles aussi leur comportement. Elles sont appelées à jouer un rôle nouveau de régulateur et de protecteur des populations face à cette menace. Cette nouvelle attitude structurante est elle aussi favorable au développement d'un marché grand public de la purification de l'air, censé démocratiser l'accès au produit de luxe qu'est l'air pur.

C'est de ce marché naissant que les acteurs de cette nouvelle filière industrielle de la qualité de l'air débattent au forum Les Respirations, le 15 novembre à la Cité de la mode et du design à Paris. L'inscription est gratuite mais obligatoire sur [www.lesrespirations.org](http://www.lesrespirations.org)

Thomas Kerting et Mathilde Lorenzi sont organisateurs du Forum Les Respirations et coauteurs, avec Frédéric Gonand, de *La Bataille de l'air - Enjeux économiques de la qualité de l'air* (Descartes, 117 p., 18 euros, 2015).

# Charles-René Tandé est président de l'Institut français des experts-comptables

## L'expert-comptable doit jouer le rôle de conseil

### Mutation

**A l'heure de la numérisation, les cabinets d'experts-comptables doivent trouver de nouvelles sources de croissance.** Charles-René Tandé, qui fait campagne pour la présidence du conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables, dont le vote est ouvert jusqu'au 30 novembre, propose que leurs spécialisations soient reconnues, ce qui permettrait de développer des missions de conseil autour des traditionnelles tâches d'établissement et de certification des comptes.

#### Interview Cyrille Lachèvre

##### Quels sont les défis qui se posent aujourd'hui aux cabinets d'expertise comptable ?

Retrouver croissance et rentabilité : depuis huit ans, le chiffre d'affaires a globalement stagné. Le panier moyen a même baissé de 16,2 % en dix ans. Quant à nos marges, elles se sont réduites car nous sommes accaparés par les tâches administratives et déclaratives. Or dans le même temps, nous vivons une formidable période de transition. La transformation numérique qui est à l'œuvre depuis longtemps dans notre profession s'accélère. Par exemple, lorsque l'on scanne des factures, le taux de reconnaissance des logiciels pour les affecter aux journaux comptables progresse et va atteindre les 100 % d'efficacité. Autrement dit, nous sommes sûrs que ces pièces comptables seront imputées sur la bonne ligne. Ce qui entraîne une modification en profondeur de notre rôle.

##### Quel pourrait être ce nouveau rôle ?

L'expert-comptable pourrait accompagner son client en matière de gestion de ressources humaines (notamment en complément du traitement des paies), faire plus de social mais aussi intervenir davantage en amont et en aval dans les fonctions administratives telles que la facturation, la relance clients, la gestion fournisseurs. Si nous réussissons cette mutation, alors les cabinets pourront conserver leurs effectifs actuels en les redéployant sur ces nouvelles fonctions. L'enjeu est colossal, car de nombreux cabinets n'utilisent pas encore tous les outils de dématérialisation. Notre tâche, au sein du conseil de l'Ordre, sera d'accompagner les cabinets dans cette transformation.

##### L'expert-comptable va donc changer de métier...

Aujourd'hui, dans les cabinets, les profils sont plus variés, avec notamment des juristes ou encore des spécialistes de la gestion sociale. Nous devons aller encore plus loin, par exemple en recrutant des ingénieurs, des informaticiens, pour bâtir des solutions intégrées chez nos clients. Mais la principale nouveauté que je compte mettre en place si je suis élu consiste à développer nos missions de conseil. Cela implique que l'on reconnaisse en nous des spécialistes. Aujourd'hui, le Code déontologique nous l'interdit : nous sommes experts-comptables, tout simplement, à la différence par exemple des avocats qui ont le droit d'avoir une spécialité (droit des sociétés, de la famille, fiscal, du travail...). Nous pouvons très bien imaginer que les experts-comptables puissent être par exemple spécialistes en transmission d'entreprise, en accompagnement stratégique, en systèmes d'information. Nous appuyons aussi les PME dans les décisions d'investissement et de croissance externe, dans l'aide aux restructurations et, pour le dirigeant, dans le conseil patrimonial.

##### Comment parvenir à de tels changements ?

Cela nécessite de développer des formations complémentaires à l'expertise-comptable qui soient considérées comme diplômantes. Au passage, cela nous rendra également plus attractifs auprès des jeunes, ce qui est absolument fondamental car 76 % des cabinets se plaignent de difficultés de recrutement. Le potentiel du marché du conseil pour les experts-comptables est en effet estimé à près de 5,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, à comparer aux 12 milliards réalisés chaque année par la profession.

@CyrilleLachèvre

# La chancelière a dû accepter que le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier soit le prochain président fédéral, mais elle reste la grande favorite pour le scrutin de l'an prochain

## Allemagne: Steinmeier bientôt président, mais Merkel chancelière indétronable

### 2017

**L'Union chrétienne-démocrate allemande (CDU) et son alliée bavaroise (CSU) ont accepté lundi de soutenir la candidature d'un social-démocrate, l'actuel ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, au poste de président fédéral, une fonction essentiellement honorifique et représentative.** Cette décision garantit l'élection de Steinmeier le 12 février au suffrage indirect. Il succédera à Joachim Gauck, un pasteur luthérien réputé pour sa lutte contre le régime communiste d'ex-Allemagne de l'Est.

#### Jean-Dominique Merchet

INOXYDABLE MERKEL ! 59 % des Allemands souhaitent que la chancelière se représente pour un quatrième mandat, aux élections de l'automne 2017. Elle pourrait annoncer sa décision lors du congrès de son parti, la CDU, qui se tiendra début décembre à Essen. Angela Merkel vient, une nouvelle fois, de faire preuve de sa souplesse politique en se ralliant à un scénario qui n'avait pas ses faveurs : l'élection d'un social-démocrate à la présidence fédérale - une fonction essentiellement représentative, il est vrai. « Nous sommes les plus forts, mais nous ne sommes pas seuls. Il nous faut des alliés », a-t-elle expliqué, lundi matin, aux dirigeants de la CDU avant d'avaliser la candidature du ministre (SPD) des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier au poste de chef de l'Etat. Celui-ci devrait donc être élu sans difficulté le 12 février par le Bundestag et des représentants des Länder en réunissant les voix de la grande coalition CDU/SPD.

Angela Merkel revient de loin, d'abord grâce à l'apaisement de la crise des réfugiés. Début novembre, elle est parvenue à calmer la grogne de son allié bavarois, la CSU, dont le leader Horst Seehofer n'avait cessé de rompre des lances avec elle sur l'accueil des étrangers. Finalement, la CSU la soutiendra pour les élections fédérales de l'an prochain. L'Union - c'est-à-dire l'alliance de la CDU et de la CSU - arrive toujours en tête avec 33/34 % des intentions de vote. « Personne ne peut former un gouvernement contre la CDU et personne ne peut contester Merkel à l'intérieur de la CDU », résume un ob-

servateur allemand proche de la Chancellerie. Depuis l'automne dernier, le climat a changé en Allemagne, où la crise des réfugiés est en passe d'être maîtrisée. Certes, des attaques terroristes ont eu lieu et le parti d'extrême droite recueille entre 11 et 13 % des intentions de vote. Mais la situation s'améliore. « On parvient désormais à traiter plus de dossiers de demandes d'asiles qu'il y a de nouveaux entrants », se réjouit une source gouvernementale qui espère que « le stock sera épuisé au premier semestre 2017 ». Les autorités de Berlin ont notamment freiné le flux en provenance des Balkans occidentaux, essentiellement des Albanais qui représentaient la moitié des effectifs.

**Tour de force.** Des accords de reconduite plus stricts ont été conclus avec les Etats concernés, et surtout les aides modifiées pour éviter les effets d'aubaine. « Nous versions ces aides en argent et nous nous sommes rendu compte que ces sommes représentaient bien plus que le salaire d'une infirmière albanaise. Du coup, les Albanais venaient toucher cet argent même s'ils savaient pertinemment qu'ils seraient déboutés au terme de la procédure ! », explique un fonctionnaire allemand. Les aides sont désor-



SIPA PRESS

**Frank-Walter Steinmeier sera très probablement le prochain président allemand.**

@jdmerchet

# Inondations, tempêtes et séismes entraînent plus de 520 milliards de dollars de pertes par an, majoritairement dans les pays pauvres

## Pour la Banque mondiale, les catastrophes naturelles ne sont pas qu'une fatalité

### COP22 Marrakech

**François Hollande participe ce 15 novembre au Sommet des chefs d'Etat de la COP22, à Marrakech, pour défendre l'accord sur le climat que Donald Trump menace d'enterrer.** Le lendemain, le président français prendra part à l'Africa Action Summit, qui réunira, à l'initiative du roi Mohammed VI, une trentaine de chefs d'Etat africains pour discuter des enjeux du climat pour le continent.

#### Pascal Airault

LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP a un peu plombé le moral des troupes à l'heure où débarquent à Marrakech les dirigeants de la planète pour participer à la COP22. Pourtant, personne ne veut céder au pessimisme et chacun espère que le prochain président américain renoncera à son projet d'enterrer l'accord sur le climat. Les enjeux sont importants, comme le rappelle un nouveau rapport de la Banque mondiale mené dans 117 pays (\*). Ce document publié lundi lie dérèglement climatique et catastrophes naturelles. Selon l'institution, les catastrophes naturelles (inondations, tempêtes, tsunamis, séismes) ont un impact bien plus fort sur le bien-être des populations que ne le suggère le simple cumul des pertes matérielles (300 milliards de dollars en moyenne par an) et pourrait atteindre plus de 520 milliards.

Au Guatemala, 7,3% des familles sinistrées ont envoyé leurs enfants travailler au lieu d'étudier à la suite de l'ouragan Stan, en 2005. Cinq ans plus tard, la consommation a chuté de 5,5% après la tempête tropicale Agatha. Toujours en 2010, le cyclone Aila s'est abattu sur les côtes du Bangladesh. Il a fait bondir respectivement de 49% et 22% les taux de chômage et de pauvreté. En 2013, près d'un million de Philippins ont aussi basculé dans la pauvreté après le passage du typhon Haiyan, qui a amputé l'activité économique de 12,9 milliards de dollars et détruit plus d'un million d'habitations.

**Gestion des pertes.** En tout, c'est en moyenne 26 millions de personnes qui sont touchées par an par les catastrophes naturelles. « Les populations pauvres perdent deux à trois fois plus que les autres, souligne Stéphane Hallegatte, auteur du rapport. Il faut les aider à améliorer la gestion de leurs pertes. »

Afin de faire face aux conséquences des chocs climatiques et autres phénomènes naturels, la Banque mondiale recommande aux Etats de mettre en place des politiques préventives : systèmes d'alerte précoce, accès facilité aux services bancaires (prêts d'urgence), aux polices d'assurance et dispositifs de protection sociale.

Elle plaide aussi pour la création de fonds de réserve publics, les investissements dans les infrastructures, les digues et d'autres dispositifs de régulation du niveau d'eau. Et recom-

mande enfin l'adoption de politiques d'aménagement du territoire et de codes de la construction adaptés.

En ayant une approche plus systémique et interministérielle, ces mesures pourraient épargner aux pays et aux communautés 100 milliards de dollars de dépenses par an et réduire de 20% l'impact global des catastrophes sur le bien-être des populations. Quelques pays ont déjà investi dans des politiques de renforcement de la résilience, à l'image du Pakistan qui a mis en place des distributeurs d'argent mobile pour indemniser les populations. En Ethiopie et au Kenya, les populations peuvent aussi recevoir des fonds rapidement grâce au mobile banking et ainsi participer à la reconstruction. Les autorités éthiopiennes offrent également un système d'aide sociale et la participation à des travaux publics. Au Pérou, l'octroi d'un million de titres de propriété par l'Etat a incité les familles à investir dans des habitats solides. Attention toutefois à ne pas les donner dans des zones inondables. A Manille, les autorités ont fait de la relocation pour éviter le problème. « Les populations habitent dans les zones à risques car elles disposent généralement de services (école, emploi, hôpital...), ajoute Stéphane Hallegatte. Il faut y penser lorsqu'on les reloge et développer une approche participative. »

Chez les sociaux-démocrates du SPD, deux hommes s'affrontent : Sigmar Gabriel, président du parti et vice-chancelier, et Martin Schulz, président du Parlement européen. En vertu d'accords conclus à Strasbourg, il devrait céder son poste à la droite en janvier 2017... et revenir directement sur la scène allemande, peut-être au poste de ministre des Affaires étrangères où il succéderait à Steinmeier. Un récent sondage lui donne 29 % d'opinions favorables pour le poste de Chancelier, contre 18 % pour Sigmar Gabriel. Mais l'enjeu est sans doute moins d'être candidat à la chancellerie - difficilement gagnable par le SPD - que d'obtenir la présidence du parti. Depuis le château de Bellevue, l'autre grand de la social-démocratie, Frank-Walter Steinmeier, observera sans doute cet affrontement avec la distance propre à sa nouvelle fonction de président fédéral.

@jdmerchet

(\*) Unbreakable : Building the Resilience of the Poor in the Face of Natural Disasters.

### Georges Pompidou, source d'inspiration pour les dirigeants de la droite française

**Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste:** « Conserver l'essentiel pour accepter la nouveauté, voilà bien l'art politique manié par Georges Pompidou durant ses années d'exercice du pouvoir »

**A**vec sa fin tragique, la présidence de Georges Pompidou ne cesse de fasciner. Peut-être parce que, nostalgiques, les Français n'en retiennent que le souvenir d'un pays apaisé et prospère. A l'heure du « Brexit », de l'élection de Donald Trump et des combats fratricides pour le leadership de la droite qu'illustre la primaire de la droite et du centre, une biographie du deuxième président de la V<sup>e</sup> République invite à revisiter certaines dimensions de l'histoire de la droite française au XX<sup>e</sup> siècle. « Au service de la réconciliation d'une société française déchirée par la Seconde Guerre mondiale puis les crises coloniales, Georges Pompidou a cherché à tracer les voies d'un avenir, qu'il a d'abord imaginé européen avec l'adhésion du Royaume-Uni, dont il a été le fervent artisan », écrivent Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste dans *Georges Pompidou, une certaine idée de la modernité*. Pour l'Opinion, les deux auteurs reviennent sur ce destin singulier.

#### RÉSEAUX D'ÉLITE

L'image première de « l'agréé sachant écrire » est un mythe savamment entretenu. En réalité, lassé de « décliner rosa la rose » à l'été 1944 après dix ans d'enseignement, et sans afficher de passé de résistant, Georges Pompidou parvient à se faire recruter comme chargé de mission au cabinet du général de Gaulle grâce à un camarade de Normale Sup', René Brouillet. C'est une époque où les réseaux d'élites s'assument, et assument sans complexe la fluidité de leur carrière : quittant ses fonctions de chef de cabinet du RPF, Georges Pompidou gagne en 1953 le monde de la finance en devenant directeur général et fondé de pouvoir de la banque Rothschild (en remplacement d'un autre normalien). Mais si un « ancien khâgneux peut s'adapter à toutes les situations », selon les propres mots de Pompidou, force est de reconnaître que ces élites disposent d'un authentique capital intellectuel. Or, la famille gaulliste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale reste sociologiquement coupée entre hauts fonctionnaires sortis des grandes écoles et les vétérans de l'action issus des rangs de la Résistance. Les premiers sont accusés par les seconds d'être des parvenus qui survivront toujours grâce au système ; les seconds sont accusés par les premiers de ne pas voir le changement d'époque, notamment en mai 1968.

#### L'ACTION, SŒUR DU RÊVE

Cette tension autour de l'action en politique a été au cœur des débats qui ont agité la vie de Georges Pompidou. C'est sans doute pour cela qu'il a choisi très tôt de retourner le vers de Baudelaire, « L'action n'est pas la sœur du rêve », et de considérer, au contraire, que la modernité naissait de ce mariage. Pourtant, les attaques auront été rudes. Au lendemain de mai 1968, une partie de la droite a tenté de le « tuer » politiquement, dénonçant péle-mêle l'homme de la banque, son passé durant l'Occupation, son attitude envers le pouvoir en mai 1968... Mais l'attaque est restée grossière et profondément blessante : elle l'a visé à l'automne 1968, à travers l'affaire Markovic et la diffusion des photomontages de sa femme, pour échouer finalement.

Après son accession à la magistrature suprême en 1969, Pompidou a été confronté à quelque discordance avec la famille du général de Gaulle au moment de ses obsèques et de la mise, sur la place publique, de son testament politique dont il fut le premier destinataire ; il a aussi été obligé de régler les divergences de vues avec son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, et les tenants de la « nouvelle société », avant d'appeler à Matignon un autre baron du gaullisme historique, Pierre Messmer.

#### L'ÉMANCIPATION D'UN HÉRITIÈRE

En d'autres termes, la succession du général de Gaulle - qui peut apparaître aujourd'hui comme une évidence - a alors été avant tout un champ de lutte dont Georges Pompidou sut sortir vainqueur avec subtilité. Si sa proximité immédiate avec le général de Gaulle, notamment après avoir pris en charge en 1946 la fondation Anne-de-Gaulle, le plaça comme un héritier légitime, la vie politique et les retournements de mai 1968 constituèrent sa véritable émancipation face à la statue du commandeur : avec les accords de Grenelle, pour la première fois, Georges Pompidou fit remporter la partie à un gouvernement de droite, sans pour autant parvenir à apaiser les tensions qui animent la société des Trente Glorieuses, mais en rompant les amarres avec le chef de sa famille politique.

Selon lui, c'est un mal nécessaire pour adapter la droite au challenge de la modernité des Trente Glorieuses. L'avènement des arts modernes et contemporains qu'il a défendus de toutes ses forces durant sa présidence en constitue indéniablement le symbole. Son testament de pierre et de verre est érigé en plein cœur de Paris il y a tout juste quarante ans, non sans avoir fait polémique : à Beaubourg, le Centre-Pompidou a consacré la place de ces arts dans la culture contemporaine, participant de la révolution culturelle du XX<sup>e</sup> siècle, au cœur du triangle de la culture classique formé par le Louvre, la Bibliothèque nationale et les Archives nationales. Le revers de cette modernité parisienne aura été les excès de la politique de la « bagnole » à laquelle la ville et les Français devaient être convertis, le développement de quartiers de tours modernes dans l'Ouest parisien, ou encore le quartier des Halles qui a suscité tant de polémiques jusqu'à sa récente destruction.

**« Georges Pompidou, comme son inamovible ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, imposent vite l'idée que la modernité passe par la construction européenne, car un repli nationaliste aurait pour conséquence le déclassement économique »**



SIPA PRESS

#### LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

A l'extérieur, l'un des enjeux fondamentaux réside pour Pompidou dans l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE) en 1972. C'est là sa principale divergence avec l'héritage politique du général de Gaulle, moins de dix ans après que ce dernier a déclaré que « la nature, la structure, la conjoncture, qui sont propres à l'Angleterre, diffèrent profondément de celles des Continents ». Georges Pompidou, comme son inamovible ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, imposent vite l'idée que la modernité passe par la construction européenne, car un repli nationaliste - a fortiori au lendemain de la décolonisation de l'Afrique et de l'Algérie - aurait pour conséquence le déclassement économique, et donc politique et social, de la nation. Il n'existe que deux options politiques : l'intégration européenne à travers le marché commun ou l'isolationnisme avec ses conséquences. Cette vision de la construction européenne selon Georges Pompidou devient une ligne d'horizon qui va transcender le clivage gauche-droite, en se prolongeant jusqu'au grand élargissement de 2004.

#### GÉNÉRATION POMPIDOU

De la « génération Pompidou », émerge un duo politique qui va incarner le visage de la droite néo-gaulliste et qui ne s'éloigne du devant de la scène qu'à la fin de la décennie 2000 : Edouard Balladur et Jacques Chirac, tous deux promus de l'Ena et seconds de Pompidou dans la négociation des accords de Grenelle. En 1974, Edouard Balladur est secrétaire général de l'Elysée et accompagne politiquement le président dans sa douloureuse agonie due à la maladie de Waldenström ; Jacques Chirac, surnommé « Bulldozer » par Georges Pompidou, se voit confier la place Beauvau pour l'introniser politiquement.

Le premier incarne aux yeux de Georges Pompidou la figure du grand commis de l'Etat, le second la figure du futur champion de la famille néo-gaulliste à refonder. On sait comme la célèbre « amitié de trente ans » entre Balladur et Chirac, nouée autour de Pompidou, éclate à l'approche des élections présidentielles de 1995. De cette scission est née une faille qui clive encore aujourd'hui la droite française.

La crise de conscience identitaire que traverse actuellement la nation mérite qu'on s'attarde sur l'humanisme pompidolien, forme de pragmatisme et de réalisme politique forgé à la fois par sa culture classique, littéraire et historique, mais aussi par son goût de l'ordre et de la liberté individuelle qui conduirait à une seconde Renaissance. Revisiter Georges Pompidou, c'est revenir à sa pensée politique. L'homme d'Etat était autant attaché à la tradition qu'épris de progrès et de liberté, dont la fragilité n'était pas sans l'inquiéter. Combien de personnes, dans son propre camp, a-t-il sincèrement rallié à cette vision à l'heure d'exercer le pouvoir ? Conserver l'essentiel pour accepter la nouveauté, voilà bien l'art politique manié par Georges Pompidou durant ses années d'exercice du pouvoir. N'en est-il pas devenu un symbole dont certains dirigeants de la droite s'inspireraient volontiers ?

Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste

#### Identités

Hakim El Karoui

### Sarkozy sur la voie de Trump ?



L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP a sidéré le monde. Parce que rares étaient ceux qui s'y attendaient et parce que la violence exprimée pendant toute sa campagne combinée à la force de frappe d'un président américain et à l'imprévisibilité de l'élu ne peut qu'inquiéter.

Partout en Europe, et notamment en France, les partis d'extrême droite se sont bruyamment réjouis de cette victoire, parce qu'ils pensent que Donald Trump est l'un des leurs. Effectivement, il parle comme eux. Mais ils ne voient pas que son isolationnisme n'est pas dans leur intérêt : il signifie gestion des intérêts américains avec une vue la plus courte possible, au risque bien sûr de lâcher ses alliés traditionnels. Ce que pensent les souverainistes polonais de l'élection de Trump, cela doit être intéressant !

Nicolas Sarkozy, lui, a repris l'antienne trumpienne du « il faut écouter le peuple », sa colère, ses exaspérations... et ses haines. Et d'embrayer sur les élites qui n'ont rien compris, qui restent sourdes au malaise populaire, qui détestent en fait la démocratie. En espérant susciter une dynamique pour sa campagne en faisant le parallèle entre lui - rejeté aujourd'hui encore assez loin derrière Alain Juppé - et Donald Trump, c'est un homme neuf, seul et indépendant (et ça plaît aux Américains qui y trouvent là des éléments de leur mythologie nationale). Nicolas Sarkozy existe dans la vie politique française depuis 1993 et il a déjà été président. Marine Le Pen est plus crédible dans le genre « vieux cavalier solitaire », mais elle est quand même la fille de son père, elle préside le FN depuis dix ans et ne s'est pas faite toute seule, c'est le moins que l'on puisse dire.

**Ode au protectionnisme.** Autre erreur d'analyse : croire que le succès de Trump ne provient que des insultes diverses et variées - et il faut bien le dire assez créatives ! - qu'il a lancé à l'encontre des minorités. Mexicains violents qu'il faut bloquer avec un mur, musulmans dangereux qu'il faut interdire d'entrée, handicapés ridicules, voire femme « dont le sang sortait hors de son corps ». Attaquer les plus faibles que soi en faisant croire qu'ils régissent les idées et les mœurs, la droite Buisson/Zemmour/Villiers sait faire. Mais, ce qu'on oublie souvent, c'est le programme économique de Trump, et notamment l'ode au protectionnisme qu'il a chanté partout où il passait en ciblant particulièrement la Chine.

Si l'on devait transposer la situation américaine à la situation française, Nicolas Sarkozy devrait proposer la sortie de la France de l'Union européenne et donc de l'euro et engager une guerre commerciale contre la Chine bien sûr, mais aussi contre l'Europe de l'Est et même contre l'Allemagne qui importe tant d'Europe de l'Est ses produits d'équipement et ses automobiles. Est-il prêt à le faire ? Non. C'est pour cela qu'à ce stade, il n'est pas plus haut dans les sondages. Il faut dire que cette place est déjà prise, par Marine Le Pen. Peut-elle alors gagner en 2017 ? Non plus. D'abord parce que son réservoir de voix est probablement trop faible. Ensuite, parce que le mode de scrutin présidentiel à deux tours protège des embaardées extrémistes : le Président est élu par une majorité de votants et le deuxième tour est l'occasion d'éliminer les candidats repoussés. Que le général de Gaulle et Michel Debré soient ici remerciés.